DOSSIERS BREVETS 1977 - I - N. 1

T.G.I. PARIS 22 JUIN 1976

P.I.B.D. 1977 - 186 - III - 69

- ACTE DE CONTREFAÇON : PIÈCES DÉTACHÉES :

**FABRICATION
DÉTENTION
EXPORTATION**

- ACTION EN CONTREFAÇON : INDEMNITÉS

- GUIDE DE LECTURE N. 1 -

I - LES FAITS.

- : La SAPEM dépose le brevet 1.134.560 concernant un mouvement d'horlogerie électronique combinant une bobine et trois pôles triangulaires.
- : La Société KELTON fabrique et commercialise sous la marque TIMEX, des dispositifs voisins.
- : SAPEM assigne KELTON en contrefaçon
KELTON réplique en demandant l'annulation du brevet
- 23.4.1968 : T.G.I. PARIS . rejette la demande en annulation
. fait droit à la demande en contrefaçon

désigne un expert en vue d'établir le préjudice
- : KELTON fait appel
- : L'expertise suspendue
- : La Cour de PARIS . annule la «revendication» II
. confirme le jugement d'expertise
- : KELTON se pourvoit en cassation
- 4.1.1972 : La Chambre commerciale de la Cour de cassation rejette le pourvoi
- : L'expertise est reprise et l'expert dépose son rapport
- 22.6.1976 : T.G.I. PARIS fixe le montant des indemnités acquises et accordées

II - LE DROIT.

Le jugement étudié statue sur quatre demandes d'indemnité dites

- . de contrefaçon
- . de perte de chance de conclure un contrat déterminé de cession de brevet
- . de perte de chance de conclure certains contrats indéterminés d'exploitation de brevet
- . de préjudice moral

Leur traitement est d'intérêt nettement décroissant.

1^{re} INDEMNITÉ : INDEMNITÉ DE CONTREFAÇON.

- . - . Le Tribunal rappelle une formule de principe qui devient de règle en cas de contrefaçon d'un brevet que son titulaire n'exploite pas personnellement

«Attendu que la SAPEM n'exploitant pas le brevet n. 1.134.560, le préjudice résultant de la contrefaçon et consistant dans un manque à gagner pour le propriétaire du brevet est déterminé par les redevances auxquelles celui-ci aurait pu prétendre et qu'il n'a pas perçues ? (p. 3)

- . - . Le Tribunal en fait, ensuite, application en déterminant, tour à tour, les éléments de cette redevance, à savoir :

- . UN TAUX (2 %) calculé d'avancé sur l'intérêt imaginable qu'effectif de l'invention (p. 4)

- . UNE DURÉE : durée de la contrefaçon mais avec actualisation de l'indemnité au jour du jugement au motif que

«Compte tenu du temps qui s'est écoulé entre les différents actes de contrefaçon et la fixation de l'indemnité, il convient, d'actualiser le montant de cette indemnité, les dommages et intérêts devant être appréciés en se plaçant à la date de la décision qui les liquide. (p. 5)

On regrettera, toutefois, que les méthodes et les résultats de cette «actualisation» ne soient point indiqués et que le montant exact de l'indemnité de contrefaçon soit, curieusement, fusionné dans un chiffre additionnant la première et la troisième indemnité (p. 6).

- Une ASSIETTE : constituée par la masse contrefaisante. - Celle-ci comporte les éléments de la combinaison «montés» reproduisant l'invention de combinaisons brevetées où sans les mouvements proprement dits, les fit-ups (mouvement plus cadran plus aiguilles) et les montres (fit-ups plus boîtiers et bracelets).

- Celle-ci comporte-t-elle les éléments de la combinaison non «montés» et se présentant, encore, sous la simple forme de pièces détachées, adaptées sans doute à un ensemble conforme à l'enseignement du brevet.

A leur propos se présente l'aspect et l'apport le plus intéressant de cette décision.

Nous l'étudions sous ses deux aspects.

. La «fabrication» des pièces détachées est-elle un acte de contrefaçon ?
. L'«exportation» des pièces détachées est-elle un acte de contrefaçon ?

. CONTREFAÇON PAR «FABRICATION DE PIÈCES DÉTACHÉES»

A - LE PROBLEME.

1 - Prétentions des parties.

a - Le demandeur à l'action en contrefaçon (SAPEM)

prétend que les pièces détachées (fabriquées en vue du montage selon la combinaison brevetée) FONT PARTIES de la masse contrefaisante PARCE QU'IL Y A ACTE DE CONTREFAÇON à fabriquer des «pièces détachées» destinées à un assemblage conforme au brevet.

b - Le défendeur à l'action en contrefaçon (KELTON)

prétend que les pièces détachées (fabriquées en vue du montage selon la combinaison brevetée) ne font pas partie de la masse contrefaisante parce qu'il N'Y A PAS ACTE DE CONTREFAÇON à fabriquer des pièces détachées destinées à un assemblage conforme au brevet.

2 - Enoncé du problème.

La fabrication de pièces détachées à un assemblage enseigné par brevet constitue-t-elle un acte de contrefaçon ?

B - LA SOLUTION.

1 - Enoncé de la solution.

«Les pièces détachées», les ensembles ou non ensembles, dont aucun ne comprend à la fois une bobine et un aimant qui appartiennent au domaine public et dont la seule combinaison est protégeable ne sauraient être considérés pris séparément comme des objets contrefaisants de la combinaison couverte par la revendication I du brevet» (p. 3).

2 - Commentaire de la solution.

La solution est satisfaisante.

Elle aurait été modifiée si les pièces détachées, fabriquées par un sous-traitant ou une autre société du groupe avaient fait l'objet de commercialisation au profit d'une autre entreprise chargée de l'assemblage en France. Il y aurait, alors eu «fourniture de moyens en vue de la mise en œuvre de l'invention brevetée».

. CONTREFAÇON PAR «EXPORTATION» DE PIÈCES DÉTACHÉES.

A - LE PROBLEME.

1 - Prétentions des parties.

a - Le demandeur à l'action en contrefaçon (SAPEM)

prétend que les pièces détachées (fabriquées en vue du montage selon la combinaison brevetée) FONT PARTIE de la masse contrefaisante PARCE QU'IL Y A ACTE DE CONTREFAÇON à exporter des pièces détachées destinées à un assemblage conforme au brevet.

b - Le défendeur à l'acte de contrefaçon (KELTON)

prétend que les pièces détachées (fabriquées en vue du montage selon la combinaison brevetée) NE FONT PAS PARTIES de la masse contrefaisante PARCE QU'IL N'Y A PAS ACTE DE CONTREFAÇON à exporter des pièces détachées à un assemblage conformer au brevet ?

2 - Enoncé du problème.

L'exportation de pièces détachées destinées à un assemblage enseigné par brevet constitue-t-elle un acte de contrefaçon ?

B - LA SOLUTION.

1 - Enoncé de la solution.

«... Toutes ces pièces ont d'ailleurs été vendues à l'exportation ; si elles ont été montées dans les pays étrangers suivant le dispositif protégé dans des brevets étrangers correspondant au brevet français dans des mouvements ou des montres, il appartient à la SAPEM de poursuivre en contrefaçon, ceux qui auront réalisé la combinaison contrefaisante». (p. 3)

2 - Commentaire de la solution.

Nous estimons que la solution est conforme à la qualification comme acte de contrefaçon de la seule «fourniture de moyens en vue de la mise en œuvre de l'invention brevetée». La seule fourniture de moyens contraires à la loi française des brevets est la fourniture de moyens en vue de la mise en œuvre de l'invention en tant que réservée par le brevet français.

Le mot «d'ailleurs» indique que la destination étrangère des pièces détachées ne modifie pas la solution précédemment indiquée à propos de la fabrication des pièces détachées.

Le tribunal ajoutera au montant indiqué par application de cette formule la valeur des objets précédemment confisqués et que le contrefacteur n'a pas présenté

«Somme des 423 036 francs à laquelle s'ajoutent 75 495 francs valeur du stock confisqué (p. 4).

2ème INDEMNITÉ : INDEMNITÉ POUR PERTE DE LA CHANCE DE CONCLURE UN CONTRAT DÉTERMINÉ

La double constatation d'absence de dommage et d'absence d'antécédent fautif causal (absence de procédés dilatoires) conduit le Tribunal à rejeter la seconde demande d'indemnité (p. 5)

3ème INDEMNITÉ : INDEMNITÉ POUR DIFFICULTÉ D'EXPLOITATION

Le Tribunal admet que les difficultés - non précisées - dans la commercialisation de l'invention brevetée ont été créées par «l'existence de la contrefaçon» et la «contestation de la validité du brevet litigieux». Mais le problème se pose de l'originalité de ce dommage par rapport à celui que connu la première indemnité accordée.

4ème INDEMNITÉ : INDEMNITÉ POUR PRÉJUDICE MORAL.

Le Tribunal constate de manière assez floue «un certain préjudice moral» dû à la contestation de la valeur du brevet qui a pourtant été partiellement admis par la Cour de Paris.

T.G.I. PARIS 22 JUIN 1975

– GUIDE DE LECTURE N. 1 –

ADDENDUM

Les actes de contrefaçon recherchés par le Tribunal de PARIS ont été accomplis entre 1962 et 1968, avant, par conséquent, l'entrée en vigueur de la loi du 2 janvier 1968. Leur qualification et leur sanction relèvent, par conséquent, de la loi de 1844 et l'apport du jugement doit être examiné au regard de ce texte.

Les commentaires de la page 3 (dernière ligne) et de la page 4 (milieu de page) prolongent l'observation au regard de la loi de 1968, bien qu'elle n'ait point été appliquée parce que non applicable en l'espèce.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

22 juin 1976

ENTRE : La SARL SOCIETE D'APPLICATIONS ELECTRIQUES & MECANIQUES, dite S.A.P.E.M.,
siège 42, avenue Hoche, PARIS.

ET : La Société U.S. TIME CORPORATION MONTRES KELTON, bureaux 52, avenue des Champs-
Elysées, PARIS, siège à MIEBBLEBURY, NEW HAVEN, Connecticut, U.S.A.

LE TRIBUNAL siégeant en audience publique ; -----

Après que la cause eût été débattue en audience publique le 10
avril 1976 devant Messieurs BARDOUILLET, Vice-Président, ROBIQUET, Premier Juge et
Mademoiselle ROSNEL, Juge, assistés de CAYREL, Secrétaire-Greffier, et qu'il en eût
été délibéré par les magistrats ayant assisté aux débats.

A rendu en PREMIER RESSORT le jugement contradictoire ci-après :

Sur une action en contrefaçon de brevet formée par la Société
d'Applications Electriques et Mécaniques, S.A.P.E.M. contre la Société Corporation
Montres Kelton, il intervenait le 23 avril 1968 un jugement de cette Chambre, qui a
dit qu'en fabricant et en vendant des montres électriques portant la marque "Trimex",
cette dernière Société avait contrefait le dispositif portant sur la combinaison d'une
bobine de forme triangulaire et de trois pôles de forme analogue, couvert par le brevet
numéro 1.134.560, dont la S.A.P.E.M. était propriétaire ; que ce jugement désignait
Monsieur Voisin, en qualité d'expert, avec mission de rechercher tous éléments permet-
tant de déterminer le préjudice causé à la Société S.A.P.E.M., et allouait à cette
dernière la somme de 15.000 F, à titre de provision ; -----

Un arrêt de la 4e Chambre de la Cour d'Appel de Paris, après avoir
dit que le brevet n° 1.134.560 couvrait valablement le mouvement d'horlogerie électro-
magnétique caractérisé par les perfectionnements définis dans la revendication I, for-
mulée par la Société S.A.P.E.M. en ses conclusions, et déclaré nulle faute de nouveauté,
la revendication II, telle qu'elle était formulée par elle, déclarait qu'en fabriquant
et en vendant des montres comportant le dispositif décrit dans le procès-verbal de saisie
du 8 août 1962, la Société Timex avait contrefait le brevet n° 1.134.560 en tant qu'il
couvrait la revendication I ; - que cet arrêt confirmait le jugement déféré en ce qui
concerne la mesure d'expertise et la provision ; -----

Sur pourvoi de la Société Timex, la Chambre Commerciale de la Cour
de Cassation rejetait ce pourvoi le 4 janvier 1972 ; -----

Monsieur VOISIN procédait alors à la mission d'expertise que lui
avait confiée le jugement du 23 avril 1968 et déposait son rapport au greffe le 14
septembre 1973 ; -----

Dans la détermination de la masse contrefaisante, l'expert retenait,
en ce qui concerne les ventes à l'exportation 1.520 mouvements O P 180, correspondant à
un chiffre d'affaires de 34.545,50 F, 666.863 fit-ups correspondant à un chiffre d'affai-
res de 19.434.598 F, et pour les ventes en France 105 mouvements représentant un chiffre
d'affaires de 4.738,20 F et 17.067 montres des modèles 67, 84 et 85, représentant un
chiffre d'affaires de 1.805.615,03 F ; il évaluait, par ailleurs le stock contrefaisant
de montres et fit-ups, suivant le prix de vente, à la somme de 127.655,27 F ; -----

Après déduction de cette somme du montant total du chiffre d'affaires réalisé par Timex, en ce qui concerne les objets contrefaisants, l'expert proposait de retenir comme assiette des redevances, la somme de 21.151.841 F ; - il estimait, par ailleurs, que le taux de redevance pourrait être fixé à 1 ou 2 % de ce chiffre, ce qui donnait respectivement des redevances simulées de 211.518 F ou 423.063 F ; -----

Ajoutant la valeur du stock confisqué que Timex ne pouvait produire, et qui selon lui représentait la somme de 75.495 F, il proposait d'arrêter provisoirement l'indemnité due à S.A.P.E.M. à 287.013 F, avec un taux de redevance de 1 %, ou à 498.531 F avec un taux de redevance de 2 %, réservant, d'une part, le problème des pièces détachées vendues par Timex pour un chiffre d'affaires de 871.505,22 F, et d'autre part, l'indemnité réclamée par la S.A.P.E.M. au titre de l'empêchement de vendre son brevet ; -----

A la suite du dépôt de ce rapport, la Société S.A.P.E.M. déposait, le 5 avril 1975, des conclusions aux fins de voir condamner la Société Timex à lui payer la somme de 8.540.523 F, au titre des redevances dont elle a été privée à raison de la contrefaçon, la somme de 20.000.000 F au titre du préjudice résultant de l'impossibilité dans laquelle elle s'est trouvée de vendre son invention à la Fédération Horlogère Suisse, du fait de la contrefaçon et de l'attitude procédurale de Timex, et enfin la somme de 500.000 F à titre de préjudice moral subsidiairement, la Société S.A.P.E.M. sollicitait : -----

1° une nouvelle mesure d'expertise pour rechercher l'incidence du prix du boîtier dans le prix de revient et le prix de vente des montres contrefaisantes, afin de déterminer la valeur réelle du fit-up, et pour rechercher enfin le prix de vente des montres terminées à l'étranger chez Timex sur la base des fit-ups contrefaisants fabriqués en France et exportés ; -----

2° une mesure d'enquête aux fins de déterminer et de vérifier les conditions de l'accord entre elle et la Fédération Suisse, cet accord n'ayant pas été concrétisé à raison de l'attitude et des agissements de Timex ; -----

3° l'allocation d'une provision de 500.000 F ; -----

La Société S.A.P.E.M. sollicitait enfin l'exécution provisoire de la décision à intervenir ; -----

Par conclusions signifiées le 3 novembre 1975, la Société Timex Corporation demandait qu'il lui soit donné acte de ce qu'elle offrait de payer à la Société S.A.P.E.M. une indemnité fixée sur la base du rapport d'expertise à 287.013 F, sous déduction des versements déjà effectués par elle, de déclarer cette offre satisfaisante et de débouter, en conséquence, la Société S.A.P.E.M. de toutes ses demandes, fins et conclusions ; -----

Attendu qu'en cet état de la procédure et des prétentions des parties, il échet de statuer sur les différentes indemnités réclamées par la Société demanderesse en réparation du préjudice qui résulte pour elle des actes de contrefaçon commis par la Société défenderesse ; -----

SUR L'INDEMNITE DUE AU TITRE DES REDEVANCES : -----

Attendu que la Société S.A.P.E.M., n'exploitant pas le brevet n° 1.134.560, le préjudice résultant de la contrefaçon et consistant dans un manque à gagner pour le propriétaire du brevet, est déterminé par les redevances auxquelles celui-ci aurait pu prétendre et qu'il n'a pas perçues ; -----

Attendu qu'il appartient au Tribunal, après avoir déterminé la masse contrefaisante, de fixer le taux de redevance à appliquer au chiffre d'affaires réalisé par la Société Timex pour les ventes d'objets contrefaisants ; -----

A - SUR LA DETERMINATION DE LA MASSE CONTREFAISANTES : -----

Attendu qu'il convient de noter tout d'abord que les parties sont d'accord pour admettre les chiffres relevés par l'expert dans son rapport à partir des documents comptables de la Société Timex, tant en ce qui concerne le nombre des objets vendus, que des chiffres d'affaires correspondant ; -----

Attendu, toutefois, en ce qui concerne les objets devant faire partie de la masse contrefaisante, la Société S.A.P.E.M. prétend qu'il y a lieu d'inclure dans cette masse, en plus des mouvements, des fit-ups (mouvement + cadran et aiguilles), et des montres, les pièces, ensembles ou sous-ensembles, destinés à entrer dans la composition contrefaisante ; -----

Que la Société Timex soutient, au contraire, que ces objets doivent en être exclus, car aucun d'eux ne comprend à la fois une bobine et un aliment, et que leur fabrication en France est, dès lors, licite ; -----

Attendu, à cet égard, que pour déterminer les objets entrant dans la masse contrefaisante, il échet de se référer à l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 17 janvier 1970, qui retenait comme contrefaisantes les montres comportant le dispositif décrit dans le procès-verbal de saisie du 8 août 1962, en tant qu'il couvre la revendication I du brevet n° 1.134.560 ; -----

Attendu que cette revendication couvre un mouvement d'horlogerie électro-magnétique comprenant la combinaison d'une bobine plate de forme sensiblement triangulaire à côtés radiaux et un circuit magnétique comprenant au moins un groupe de trois pièces polaires dont le pôle central a une forme triangulaire ou trapézoïdale analogue à celle de la bobine ; -----

Attendu, en conséquence, que les pièces détachées, les ensembles ou sous-ensembles, dont aucun ne comprend à la fois une bobine et un aimant, qui appartiennent au domaine public et dont seule leur combinaison est protégeable, ne sauraient être considérées pris séparément comme des objets contrefaisants de la combinaison couverte par la revendication I du contrat ; - que toutes ces pièces ont d'ailleurs été vendues à l'exportation ; - que si elles ont été montées dans des pays étrangers, suivant le dispositif protégé dans des brevets étrangers correspondant au brevet français, dans des mouvements ou des montres, il appartient à la S.A.P.E.M. de poursuivre en contrefaçon dans ces pays, ceux qui auront réalisé la combinaison contrefaisante ; -----

Attendu, en ce qui concerne les chiffres d'affaires réalisés par la vente des objets contrefaisants, que la Société S.A.P.E.M. ne conteste pas celui se rapportant aux ventes de mouvements et de montres en France, mais prétend, par contre, que les chiffres d'affaires dégagés à l'exportation des fit-ups correspondraient à des sommes volontairement minorées, afin que les bénéfices de Timex en France, où l'impôt sur les Sociétés serait particulièrement lourd, soient les plus faibles possibles ; --

Que pour justifier sa prétention, la Société S.A.P.E.M. fait valoir que les montres étaient vendues en France 105 F, alors que les fit-ups étaient prétendûment vendus à l'exportation au prix moyen de 30 F, ce qui représenterait une différence de 75 F pour le seul boîtier, dont le prix, selon elle, ne devrait pas dépasser 5 F ; - qu'elle évalue ainsi le chiffre d'affaires des fit-ups à 66.686.300 F, - alors que ce chiffre était de 19.434.598 F dans la comptabilité Timex ; -----

Or attendu que la Société S.A.P.E.M. n'apporte pas la preuve que ce chiffre d'affaires, tel qu'il résulte de cette comptabilité vérifiée minutieusement par l'expert, ait été minoré ; -----

Que le calcul fait par elle à partir du prix de vente au public des montres en France pour établir un prétendu prix unitaire réel du fit-up vendu à l'exportation apparaît comme parfaitement artificiel, le prix des montres variant d'ailleurs suivant la nature du boîtier et du bracelet ; -----

Que le Tribunal estime devoir purement et simplement retenir le chiffre d'affaires de vente des fit-ups tel qu'il résulte du rapport de l'expert, et fixer, dès lors, l'assiette des redevances à la somme de 21.151.841 F ; -----

B - SUR LE TAUX DE LA REDEVANCE : -----

Attendu que la Société S.A.P.E.M. prétendant notamment que l'invention du dispositif couvert par la revendication I de son brevet aurait une valeur exceptionnelle, demande que le taux de base du calcul soit fixé à 5 % ; -----

Attendu que, de son côté, la Société Timex accepte de payer à la Société demanderesse l'indemnité retenue par l'expert sur la base d'un taux de 1 % ; - qu'elle soutient à cet égard que le perfectionnement breveté par Held de procurerait aucun avantage technique, économique et autre, de telle sorte qu'aucun industriel n'aurait sollicité une licence de ce brevet ; -----

Or attendu qu'en adoptant pour la fabrication de montres électriques, qui existaient déjà sur le marché, le dispositif contrefaisant, la Société Timex pouvait en l'état de la technique de l'époque, considérer que ce dispositif procurait des avantages particulièrement d'économie, et représenter, dès lors, une certaine valeur ;

Attendu certes qu'il apparaît des documents produits, et de l'avis même de l'expert, que le remplacement de la bobine triangulaire par une bobine ronde, ainsi que l'a d'ailleurs réalisé la Société Timex à partir de 1968, a, en définitive, peu d'influence sur les prix de revient et la commercialisation des produits ; - que la forme de la bobine et de l'aimant n'a d'ailleurs jamais été employée comme un argument de vente et paraît n'avoir eu aucune influence sur le choix opéré par la clientèle ;

Que le dispositif couvert par la revendication I du brevet, qui ne constitue qu'un simple perfectionnement à un mouvement d'horlogerie électro-magnétique, a un caractère secondaire, le mouvement auquel il s'applique pouvant être fabriqué avec une bobine ronde sans grande influence sur le résultat industriel ; -----

Qu'il y a lieu de tenir compte de cette circonstance pour estimer le taux de redevance à 2 % ; -----

Qu'en appliquant ce taux à l'assiette des redevances évaluée à 21.151.841 F, l'indemnité due par la Société Timex à la Société S.A.P.E.M., au titre des redevances dont cette dernière a été privée à la suite de la contrefaçon, doit être évaluée à 423.036 F, à laquelle s'ajoutent 75.495 F, valeur du stock confisqué ; - que la Société Timex ne peut produire, soit au total 498.531 F ; -----

Que compte tenu du temps qui s'est écoulé entre les différents actes de contrefaçon et la fixation de l'indemnité, il convient, conformément à la demande de la Société S.A.P.E.M., d'actualiser le montant de cette indemnité, les dommages-intérêts devant être appréciés en se plaçant à la date de la décision qui les liquide ; -----

SUR L'INDEMNITE SOLLICITEE PAR LA SOCIETE S.A.P.E.M. AU TITRE DE
L'EMPECHEMENT DE VENDRE SON BREVET :

Attendu que la Société S.A.P.E.M. prétend que des pourparlers avec la Fédération Horlogère Suisse avaient abouti à un premier projet d'accord sur la base d'un prix de cession fixé à 16.000.000 de francs suisses, mais ne pouvant être concrétisés à raison de l'attitude procédurale de la Société Timex qui a, tant devant le Tribunal que devant la Cour, contesté la validité du brevet ;

Qu'elle soutient que cette procédure qui a duré près de dix années, a rendu pratiquement inaliénable le brevet litigieux et a été la seule raison de l'échec des négociations avec la Fédération Horlogère Suisse ;

Or attendu que la Société S.A.P.E.M. n'établit pas l'existence d'un projet d'accord entre elle et ladite Fédération pour la cession du brevet en cause ; - qu'il n'y est nullement fait la moindre allusion dans les quatre lettres émanant de cette Fédération, le seul souci de cette dernière étant, aux termes de ces écrits, de s'intéresser pour des raisons évidentes, au sort du litige opposant la Société S.A.P.E.M. à la Société Timex ;

Que la lettre d'un sieur Mottier du 14 février 1972, à laquelle est joint un projet de convention, n'aurait également été retenue pour établir d'une façon certaine l'existence de pourparlers ayant abouti à un projet d'accord ; - que ne peuvent également être pris en considération les termes de la lettre du Docteur Streichenberg, qui apparaît comme étant lié à la Société demanderesse en tant que représentant de la Société Bremisa ;

Qu'il en est de même de deux lettres de la Société Invicta, la première accusant réception de documents, et la seconde, du 4 janvier 1971, expliquant les raisons pour lesquelles elle n'était pas intéressée à l'achat des brevets Held, raisons qui ne pouvait être qu'étrangères à l'existence de la contrefaçon, qui avait alors cessé depuis près de trois ans ;

Attendu, par ailleurs, qu'il n'est pas démontré que la longue durée de la procédure soit imputable à des procédés dilatoires de la Société Times, qui a usé normalement des voies de recours qui lui étaient offertes, alors surtout que l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris lui a donné partiellement satisfaction en annulant la revendication II du brevet litigieux ;

Attendu, toutefois, que si la Société S.A.P.E.M. n'établit pas la réalité des projets de cessions à la Fédération Horlogère Suisse, et à la Société Invicta, qui n'auraient selon elle échoués du fait de l'existence pendante avec la Société Timex, il n'en reste pas moins que l'existence de la contrefaçon et la contestation de la Société Timex de la validité du brevet litigieux, qui s'est révélé partiellement injustifiée, a pu, dans une certaine mesure, rendre difficile la concession d'une licence ou la cession de ce brevet pendant plusieurs années ; - que la demande d'une indemnité de ce chef est donc en partie fondée ;

Attendu, par ailleurs, qu'en mettant en doute la valeur du brevet, alors que cette valeur a été partiellement reconnue par l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris, la Société Timex a également causé à la Société S.A.P.E.M. un certain préjudice moral ;

Que le Tribunal estime, dès lors, au vu des différents éléments de préjudice, et tenant compte, par ailleurs, de l'actualisation de l'indemnité due au titre des redevances, qu'il y a lieu de fixer, toutes causes confondues, à la somme de 900.000 F, le montant total du dommage subi par la Société S.A.P.E.M. - dont il convient de déduire la provision de 15.000 F, précédemment allouée à la Société demanderesse ;

Attendu qu'enfin, eu égard aux éléments de la cause, et notamment de ce que la Société Timex offrait une indemnité de 287.013 F, il échet d'ordonner pour partie l'exécution provisoire du présent jugement ; -----

P A R C E S M O T I F S -----

Donne acte à la Société Timex de son offre de payer à la Société S.A.P.E.M. une indemnité fixée sur la base du rapport d'expertise à 287.013 F, - dont devra être déduite les versements déjà effectués par elle ; -----

Déclare cette offre non satisfaisante ; -----

Condamne la Société TIMEX à payer à la Société S.A.P.E.M., toutes cause confondues, la somme de huit cent quatre vingt cinq mille francs (885.000 F), en réparation de son préjudice total - déduction faite de la provision de 15.000 F, précédemment allouée ; -----

Déboute les parties de toutes demandes ou conclusions plus amples ou contraires ; -----

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant appel et sans caution, jusqu'à concurrence de la somme de trois cent mille francs (300.000 F) ; -----

Condamne la Société TIMEX en tous les dépens, qui comprendront les frais et honoraires d'expertise, dont distraction au profit de Maître Jean-Paul CARTERON, avocat postulant./.